

CONTEXTE NATIONAL

En 2006, 82 % des habitants de métropole vivent dans l'espace à dominante urbaine. Entre 1999 et 2006, ce sont les zones situées à proximité immédiate des pôles urbains (communes périurbaines) qui se sont développées le plus (+ 1,3 % par an). À l'intérieur des pôles urbains, la croissance de la population des villes-centres reprend (+ 0,3 % par an) après une longue période de stagnation. Enfin, la population des espaces ruraux augmente désormais au même rythme que l'ensemble de la population métropolitaine (+ 0,7 % par an). Cette évolution s'explique à la fois par la réduction des zones de désertification et par l'extension des territoires à croissance démographique rapide. Entre 1999 et 2006, le taux de variation annuel de la population dû au mouvement migratoire est de + 0,8 % dans les communes périurbaines comme dans l'espace à dominante rural. En revanche, dans les pôles urbains, la croissance démographique est essentiellement due au mouvement naturel.

Les migrations résidentielles évoluent avec le cycle de vie des ménages. Le départ des jeunes vers les pôles urbains est moins marqué depuis 1999 qu'il ne l'a été auparavant. À l'inverse, l'arrivée des ménages avec enfants s'est accélérée. Les départs des pôles urbains, de plus en plus nombreux, sont notamment liés aux contraintes foncières et à l'augmentation des coûts du logement. Ainsi, les ménages quittant les centres urbains s'installent plus fréquemment directement dans les communes rurales. De plus, l'espace rural bénéficie toujours de l'arrivée de personnes retraitées à la recherche d'un cadre de vie plus agréable.

En 2008, selon les résultats de l'enquête emploi de l'Insee, le taux de chômage moyen annuel s'établit à 7,4 % en France métropolitaine. Ce taux de chômage défini au sens du Bureau international du travail (BIT) est moins élevé que celui observé un an plus tôt (8,0 %). Le chômage touche toujours plus les femmes (7,9 % en France métropolitaine) que les hommes (6,9 %), et les jeunes de moins de 25 ans (19,0 %).

En 2008, en France métropolitaine, 25,9 millions de personnes ont un emploi. Le secteur tertiaire regroupe les trois quarts des personnes occupées et plus des deux tiers des salariés. Il rassemble également plus de 60 % des non-salariés. Le secteur de l'agriculture emploie une personne non-salariée sur cinq.

Selon les données d'Eurostat, on estime en 2008 à près de 17 millions le nombre de chômeurs dans l'Union des 27, ce qui correspond à un taux de chômage de 7,0 %. La France se situe, avec la Hongrie, en 3^e position des pays les plus touchés par le chômage, derrière l'Espagne et la Slovaquie. Dans 20 pays de l'Union européenne, le chômage féminin est plus élevé que celui des hommes. La différence est particulièrement marquée en Grèce (avec un écart de 6,3 points), en Italie (écart de 3,0 points) et en Espagne (2,9 points). Pour le chômage des femmes, la France se situe au 6^e rang des pays les plus touchés.

SITUATION EN AQUITAINE : FAITS MARQUANTS

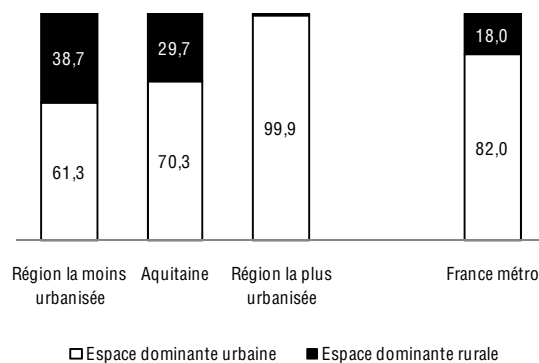
- En Aquitaine, comme dans l'ensemble de la France, la population est majoritairement urbaine.
- La population vivant en milieu urbain est en augmentation grâce à un solde migratoire positif accompagné d'un solde naturel également positif.
- Près de 205 000 Aquitains sont à la recherche d'un emploi, dont un sur trois depuis plus d'un an.
- Le taux de chômage de la région est légèrement inférieur à la moyenne nationale.

En 2006, 70 % des Aquitains vivent dans l'espace urbain représentant 30 % de la superficie régionale

Selon une définition basée sur la répartition géographique des emplois et les déplacements domicile – travail, le zonage en aires urbaines distingue les communes appartenant à l'espace urbain et celles appartenant à l'espace rural.

En Aquitaine, la superficie de l'espace à dominante urbaine est proportionnellement plus faible qu'en France métropolitaine. Ainsi, l'espace à dominante rurale représente 70 % de la superficie de la région, contre 59 % dans l'ensemble du pays. Cette répartition est inverse pour la population. En 2006, 70 % des Aquitains vivent dans une commune de l'espace urbain, contre 82 % en France métropolitaine. Cette proportion varie fortement selon les régions, passant de 61 % en Corse à près de 100 % en Île-de-France.

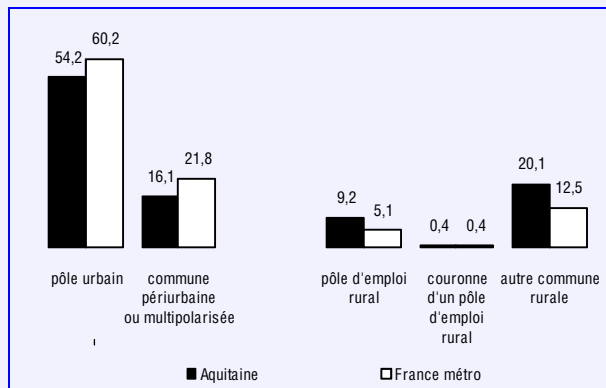
Répartition de la population selon le type de commune
(en %)
(Population totale RP 2006 – ZAU 2001)



Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines) exploitation Orsa
Région la moins urbanisée : Corse
Région la plus urbanisée : Île-de-France

CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

Répartition de la population aquitaine selon le type de commune (en %)
(Population totale RP 2006)



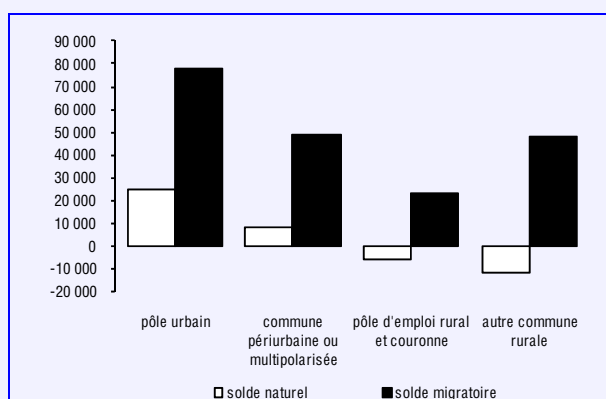
Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural) exploitation : Orsa

Évolution de la population aquitaine entre 1999 et 2006 selon le type de commune
(Population totale RP 1999 et RP 2006)

	Aquitaine			France métro.
	1999	2006	Évolution (en %)	Évolution (en %)
Espace à dominante urbaine	2 033 649	2 192 415	+ 7,8	+ 4,9
pôle urbain	1 588 156	1 690 583	+ 6,4	+ 3,5
commune périurbaine ou multipolarisée	445 493	501 832	+ 12,6	+ 9,2
Espace à dominante rurale	875 304	927 342	+ 5,9	+ 4,8
pôle d'emploi rural et couronne	285 225	301 799	+ 5,8	
autre commune rurale	590 079	625 543	+ 6,0	
Ensemble	2 908 953	3 119 757	+ 7,2	+ 4,9

Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural) exploitation : Orsa

Variation de la population aquitaine selon le type de commune entre 1999 et 2006



Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural) exploitation : Orsa

Réalisation ORS Aquitaine – mise à jour 2010

Des communes rurales « isolées » regroupant un Aquitain sur cinq

L'espace à dominante urbaine est composé d'aires urbaines rassemblant des pôles urbains et des communes périurbaines. La répartition de la population selon le type de commune montre qu'au sein de cet espace, ce sont les pôles urbains qui regroupent le plus d'habitants.

Une partie de l'espace à dominante rurale est composée d'aires d'emploi. Près d'un Aquitain sur dix y vit, plus souvent dans les pôles d'emploi ruraux (9,2 %) que dans leur couronne (0,4 %). Les autres communes rurales correspondent à un espace rural plutôt isolé. Elles constituent le cadre de vie d'un Aquitain sur cinq.

La répartition de la population régionale se distingue de la moyenne nationale par une sous-représentation de la population des pôles urbains et un plus fort pourcentage de personnes vivant dans l'espace rural « isolé ».

Un solde naturel positif uniquement dans l'espace urbain

Entre 1999 et 2006, la population aquitaine a progressé d'environ 7 %. L'augmentation a été un peu plus marquée pour les communes de l'espace urbain (+ 7,8 %), en particulier les communes périurbaines ou multipolarisées (+ 12,6 %), que pour celles de l'espace rural (+ 5,9 %). Au sein de l'espace rural, la progression a été comparable dans les communes « isolées » et dans celles appartenant aux aires d'emploi.

Cette évolution diffère de celle observée en France métropolitaine où la population a progressé d'environ 5 % dans l'espace rural comme dans l'espace urbain.

Globalement, l'évolution de la population aquitaine est principalement due au mouvement migratoire, même si le solde naturel est également positif. Les communes appartenant à l'espace urbain sont les seules à présenter un nombre de naissances supérieur à celui des décès. Le solde migratoire est positif quel que soit le type de commune. C'est dans les pôles urbains que ce solde est le plus élevé.

Pôle urbain : agglomération comptant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

Commune périurbaine : commune ou agglomération dont 40 % ou plus des actifs vont travailler dans une autre commune de l'aire urbaine.

Commune multipolarisée : commune ou agglomération située hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forme avec elles un ensemble d'un seul tenant.

Pôle d'emploi rural : commune ou agglomération n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et offrant 1 500 emplois ou plus.

Couronne d'un pôle d'emploi rural : ensemble des communes ou agglomérations n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine dont 40 % ou plus des actifs résidents vont travailler dans le reste de l'aire d'emploi de l'espace rural.

Autre commune rurale : commune n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à un pôle d'emploi rural ou sa couronne.

Près de six emplois sur dix dans le secteur des services

Fin 2007, l'Insee estime à plus de 1,2 million le nombre d'emplois en Aquitaine. Près de 90 % sont des emplois salariés. Le secteur des services regroupe la majorité de ces emplois (61,6 %), suivi du commerce (14,7 %) et de l'industrie (13,6 %). Dans la région, le pourcentage d'emplois salariés dans le secteur des services est un peu inférieur à la moyenne nationale (63,3 %). À l'inverse, les secteurs de l'agriculture et du commerce sont un peu plus représentés. La répartition des emplois non salariés diffère nettement. Si le secteur des services est le plus représenté, il ne regroupe qu'un peu plus du tiers des emplois. L'autre secteur d'activité dominant est celui de l'agriculture avec un quart des emplois.

Près de 205 000 Aquitains à la recherche d'un emploi

Fin février 2010, près de 205 000 Aquitains étaient inscrits comme demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C. Ces personnes, sans emploi ou ayant eu une activité réduite, sont à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein ou partiel, d'un emploi à durée déterminée ou de missions d'intérim. Les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes parmi ces demandeurs d'emploi. En Aquitaine, leur proportion parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi est un peu supérieure à la moyenne nationale. Par ailleurs, 18 % de ces chômeurs sont âgés d'au moins 50 ans, soit plus de 37 000 personnes.

Le chômage de longue durée, correspondant aux personnes à la recherche d'un emploi depuis au moins un an, touche près de 66 800 Aquitains. Un tiers des demandeurs d'emploi sont dans ce cas, proportion légèrement supérieure à celle observée en France métropolitaine.

Un taux de chômage légèrement inférieur à la moyenne nationale

Fin 2009, l'Aquitaine présente un taux de chômage de 9,3 chômeurs pour 100 actifs, légèrement inférieur à la moyenne nationale (9,6).

Au cours des 10 dernières années, le taux de chômage aquitain a évolué parallèlement à celui de la France. Il a fortement diminué au début des années 2000, puis augmenté avant de diminuer à nouveau à partir de la fin 2005. En 2008, il progresse à nouveau pour retrouver, fin 2009, une valeur proche de celle observée dix ans plus tôt.

Tout au long de la période, les taux observés en Aquitaine sont relativement proches de la moyenne nationale, en particulier depuis fin 2002.

Répartition des emplois par secteur d'activité en Aquitaine en décembre 2007 (en %)

	Aquitaine			France métr.
	Salariés	Non salariés	Ensemble	Ensemble
Agriculture	3,2	25,5	5,7	3,1
Industrie	13,6	7,2	13,0	15,1
Construction	6,9	15,4	7,8	6,8
Commerce	14,7	16,8	14,9	13,5
Services	61,6	35,1	58,6	61,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee (données provisoires)

exploitation : Orsa

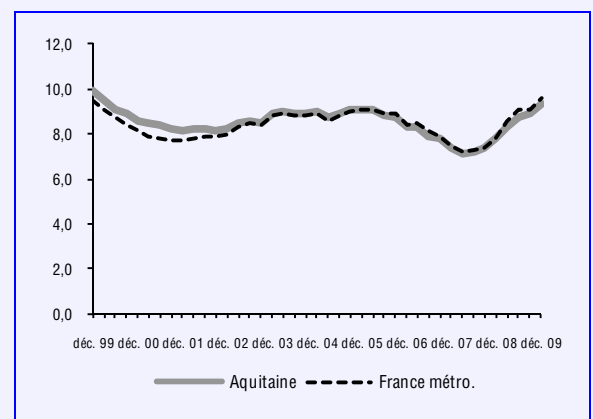
Demandeurs d'emploi en Aquitaine fin février 2010 (Catégories A, B, C)

	Aquitaine		France métr.*
	Effectifs	%	%
Hommes	96 818	47,3	48,4
Femmes	107 875	52,7	51,6
Jeunes de moins de 25 ans	30 883	15,1	18,5
Personnes de 50 ans ou plus	37 136	18,1	15,4
DEFM depuis plus d'un an	66 755	32,6	30,2
Ensemble des DEFM	204 693		

Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)
* au 31 décembre 2008

exploitation : Orsa

Évolution du taux de chômage trimestriel en Aquitaine entre décembre 1999 et décembre 2009 (Nombre de chômeurs pour 100 actifs)



Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Réalisation : Observatoire régional de la santé d'Aquitaine – 103 ter rue Belleville – 33000 Bordeaux
téléphone : 05 56 56 99 60 – télécopie : 05 56 56 99 61 – courriel : contact@ors-aquitaine.org – site : www.ors-aquitaine.org

Avec le soutien financier de l'Agence régionale de santé et du Conseil régional d'Aquitaine

CONTEXTE NATIONAL

En 2006, 82 % des habitants de métropole vivent dans l'espace à dominante urbaine. Entre 1999 et 2006, ce sont les zones situées à proximité immédiate des pôles urbains (communes périurbaines) qui se sont développées le plus (+ 1,3 % par an). À l'intérieur des pôles urbains, la croissance de la population des villes-centres reprend (+ 0,3 % par an) après une longue période de stagnation. Enfin, la population des espaces ruraux augmente désormais au même rythme que l'ensemble de la population métropolitaine (+ 0,7 % par an). Cette évolution s'explique à la fois par la réduction des zones de désertification et par l'extension des territoires à croissance démographique rapide. Entre 1999 et 2006, le taux de variation annuel de la population dû au mouvement migratoire est de + 0,8 % dans les communes périurbaines comme dans l'espace à dominante rural. En revanche, dans les pôles urbains, la croissance démographique est essentiellement due au mouvement naturel. Les migrations résidentielles évoluent avec le cycle de vie des ménages. Le départ des jeunes vers les pôles urbains est moins marqué depuis 1999 qu'il ne l'a été auparavant. À l'inverse, l'arrivée des ménages avec enfants s'est accélérée. Les départs des pôles urbains, de plus en plus nombreux, sont notamment liés aux contraintes foncières et à l'augmentation des coûts du logement. Ainsi, les ménages quittant les centres urbains s'installent plus fréquemment directement dans les communes rurales. De plus, l'espace rural bénéficie toujours de l'arrivée de personnes retraitées à la recherche d'un cadre de vie plus agréable.

En 2008, selon les résultats de l'enquête emploi de l'Insee, le taux de chômage moyen annuel s'établit à 7,4 % en France métropolitaine. Ce taux de chômage défini au sens du Bureau international du travail (BIT) est moins élevé que celui observé un an plus tôt (8,0 %). Le chômage touche toujours plus les femmes (7,9 % en France métropolitaine) que les hommes (6,9 %), et les jeunes de moins de 25 ans (19,0 %).

En 2008, en France métropolitaine, 25,9 millions de personnes ont un emploi. Le secteur tertiaire regroupe les trois quarts des personnes occupées et plus des deux tiers des salariés. Il rassemble également plus de 60 % des non-salariés. Le secteur de l'agriculture emploie une personne non-salariée sur cinq.

Selon les données d'Eurostat, on estime en 2008 à près de 17 millions le nombre de chômeurs dans l'Union des 27, ce qui correspond à un taux de chômage de 7,0 %. La France se situe, avec la Hongrie, en 3^e position des pays les plus touchés par le chômage, derrière l'Espagne et la Slovaquie. Dans 20 pays de l'Union européenne, le chômage féminin est plus élevé que celui des hommes. La différence est particulièrement marquée en Grèce (avec un écart de 6,3 points), en Italie (écart de 3,0 points) et en Espagne (2,9 points). Pour le chômage des femmes, la France se situe au 6^e rang des pays les plus touchés.

SITUATION EN DORDOGNE : FAITS MARQUANTS

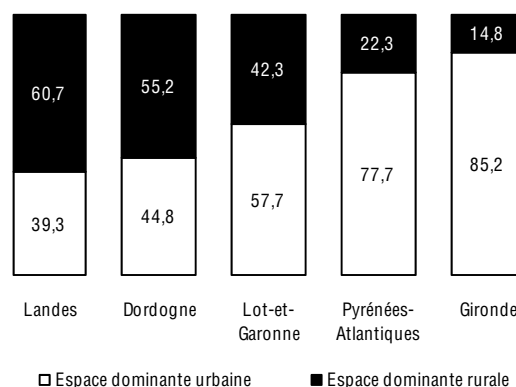
- Par leur population en majorité rurale, la Dordogne et les Landes se distinguent des autres départements aquitains.
- La population du département augmente grâce à un solde migratoire positif. En revanche, le nombre des naissances est inférieur à celui des décès, en particulier dans les communes à dominante rurale.
- Plus de 24 000 personnes domiciliées en Dordogne sont à la recherche d'un emploi, dont une sur trois depuis plus d'un an.
- Le taux de chômage du département est l'un des plus élevés d'Aquitaine.

Une forte proportion de personnes vivant dans l'espace à dominante rurale

Selon une définition basée sur la répartition géographique des emplois et les déplacements domicile – travail, le zonage en aires urbaines distingue les communes appartenant à l'espace urbain et celles appartenant à l'espace rural.

En Dordogne, la superficie de l'espace à dominante urbaine est plus réduite que dans la plupart des autres départements aquitains. Ainsi, l'espace à dominante rurale représente 80 % de la superficie du département. Seules les Landes présentent un pourcentage plus élevé (85 %). Cette répartition se retrouve pour la population. En 2006, 55 % des personnes domiciliées en Dordogne vivent dans une commune de l'espace rural. Cette proportion est nettement supérieure aux moyennes régionale (30 %) et nationale (18 %). La Dordogne et les Landes sont les seuls départements aquitains à présenter une population à majorité rurale.

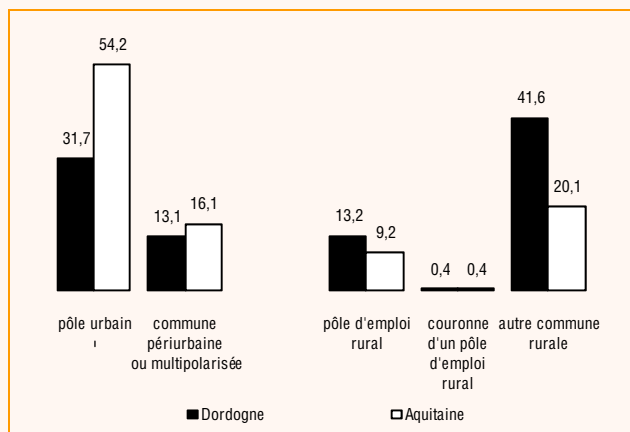
Répartition de la population selon le type de commune
(en %)
(Population totale RP 2006 – ZAU 2001)



Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines) exploitation Orsa

CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

Répartition de la population de Dordogne selon le type de commune (en %) (Population totale RP 2006)



Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

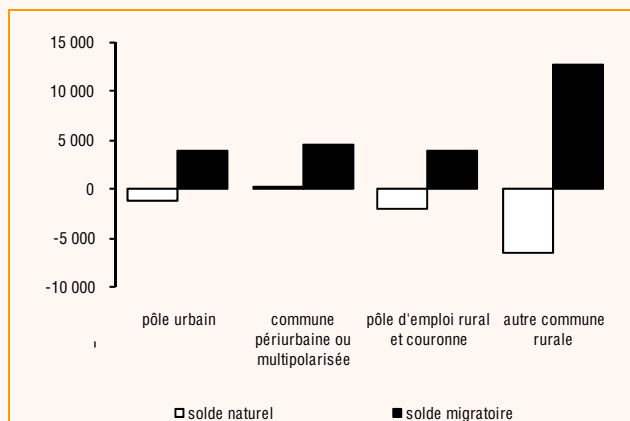
Évolution de la population de Dordogne entre 1999 et 2006 selon le type de commune (Population totale RP 1999 et RP 2006)

	Dordogne			Aquitaine
	1999	2006	Évolution (en %)	Évolution (en %)
Espace à dominante urbaine	173 429	180 977	+ 4,4	+ 7,8
pôle urbain	125 369	128 138	+ 2,2	+ 6,4
commune périurbaine ou multipolarisée	48 060	52 839	+ 9,9	+ 12,6
Espace à dominante rurale	214 956	223 074	+ 3,8	+ 5,9
pôle d'emploi rural et couronne	53 088	54 951	+ 3,5	+ 5,8
autre commune rurale	161 868	168 123	+ 3,9	+ 6,0
Ensemble	388 385	404 051	+ 4,0	+ 7,2

Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonages en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

Variation de la population de Dordogne selon le type de commune entre 1999 et 2006



Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

Des communes rurales « isolées » regroupant 42 % de la population du département

L'espace à dominante urbaine est composé d'aires urbaines rassemblant des pôles urbains et des communes périurbaines. La répartition de la population selon le type de commune montre qu'au sein de cet espace, ce sont les pôles urbains qui regroupent le plus d'habitants.

Une partie de l'espace à dominante rurale est composée d'aires d'emploi. En Dordogne, près de 14 % des personnes y vivent, plus souvent dans les pôles d'emploi ruraux (13,2 %) que dans leur couronne (0,4 %). Les autres communes rurales correspondent à un espace rural plutôt isolé. Elles constituent le cadre de vie d'environ 42 % des personnes domiciliées en Dordogne. La répartition de la population du département se distingue de la moyenne régionale par une sous-représentation de la population des pôles urbains et un plus fort pourcentage de personnes vivant dans l'espace rural « isolé ».

Un solde migratoire plus élevé dans l'espace rural que dans l'espace urbain

Entre 1999 et 2006, la population de la Dordogne a progressé d'environ 4 %, dans l'espace rural comme dans l'espace urbain. Dans l'espace à dominante urbaine, l'augmentation a été plus marquée pour les communes périurbaines ou multipolarisées (+ 9,9 %) que pour les pôles urbains (+ 2,2 %). Au sein de l'espace rural, la progression a été comparable dans les communes « isolées » et dans celles appartenant aux aires d'emploi.

Cette évolution diffère un peu de celle observée dans l'ensemble de la région où la population de l'espace urbain a progressé un peu plus fortement que celle domiciliée dans l'espace rural.

Globalement, l'évolution de la population du département résulte d'un solde naturel négatif compensé par un solde migratoire nettement positif. Les communes périurbaines ou multipolarisées sont les seules à présenter un nombre de naissances supérieur à celui des décès. Le solde migratoire est positif quel que soit le type de commune. C'est dans les communes rurales « isolées » que ce solde est le plus élevé. Il compense alors un net déficit de naissances.

Pôle urbain : agglomération comptant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.
Commune périurbaine : commune ou agglomération dont 40 % ou plus des actifs vont travailler dans une autre commune de l'aire urbaine.
Commune multipolarisée : commune ou agglomération située hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forme avec elles un ensemble d'un seul tenant.
Pôle d'emploi rural : commune ou agglomération n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et offrant 1 500 emplois ou plus.
Couronne d'un pôle d'emploi rural : ensemble des communes ou agglomérations n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine dont 40 % ou plus des actifs résidents vont travailler dans le reste de l'aire d'emploi de l'espace rural.
Autre commune rurale : commune n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à un pôle d'emploi rural ou sa couronne.

L'agriculture, secteur d'activité dominant pour l'emploi non salarié

Fin 2007, l'Insee estime à environ 144 000 le nombre d'emplois en Dordogne. Près de 84 % sont des emplois salariés. Globalement, le secteur des services regroupe la majorité de ces emplois (58,7 %), suivi de l'industrie et du commerce (environ 15 % chacun). En Dordogne, le pourcentage d'emplois salariés dans le secteur des services est un peu inférieur à la moyenne régionale (61,6 %). À l'inverse, les secteurs de l'industrie et de la construction sont un peu plus représentés.

La répartition des emplois non salariés diffère nettement. Le secteur d'activité dominant est celui de l'agriculture avec un tiers des emplois. Le secteur des services regroupe 27,5 % des emplois et la construction près de 20 %.

Plus de 24 000 personnes à la recherche d'un emploi

Fin février 2010, plus de 24 000 personnes domiciliées en Dordogne étaient inscrites comme demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C. Ces personnes, sans emploi ou ayant eu une activité réduite, sont à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein ou partiel, d'un emploi à durée déterminée ou de missions d'intérim. Les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes parmi ces demandeurs d'emploi. Dans le département, leur proportion parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi est proche de la moyenne régionale. Par ailleurs, un chômeur sur cinq est âgé d'au moins 50 ans, soit près de 5 000 personnes.

Le chômage de longue durée, correspondant aux personnes à la recherche d'un emploi depuis au moins un an, touche près de 7 900 personnes. Comme dans l'ensemble de la région, un tiers des demandeurs d'emploi sont dans ce cas, proportion légèrement supérieure à celle observée en France métropolitaine.

Un taux de chômage supérieur aux moyennes régionale et nationale

Fin 2009, la Dordogne présente un taux de chômage de 9,8 chômeurs pour 100 actifs, supérieur aux moyennes régionale (9,3) et nationale (9,6). Ce taux de chômage est l'un des plus élevés d'Aquitaine, avec celui du Lot-et-Garonne (9,9). Au cours des 10 dernières années, le taux de chômage du département a évolué parallèlement à celui de l'ensemble de la région. Il a fortement diminué au début des années 2000, puis augmenté avant de diminuer à nouveau à partir de 2006. En 2008, il progresse à nouveau et atteint, fin 2009, la plus forte valeur observée depuis dix ans.

Jusqu'à fin 2006, les taux observés en Dordogne sont inférieurs à la moyenne régionale. La situation s'inverse ensuite, avec un écart plus marqué en fin de période.

Répartition des emplois par secteur d'activité en Dordogne en décembre 2007 (en %)

	Dordogne		Ensemble	Aquitaine Ensemble
	Salariés	Non salariés		
Agriculture	2,7	32,5	7,4	5,7
Industrie	15,3	6,9	14,0	13,0
Construction	8,2	19,5	9,9	7,8
Commerce	15,1	13,6	14,9	14,9
Services	58,7	27,5	53,8	58,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee (données provisoires)

exploitation : Orsa

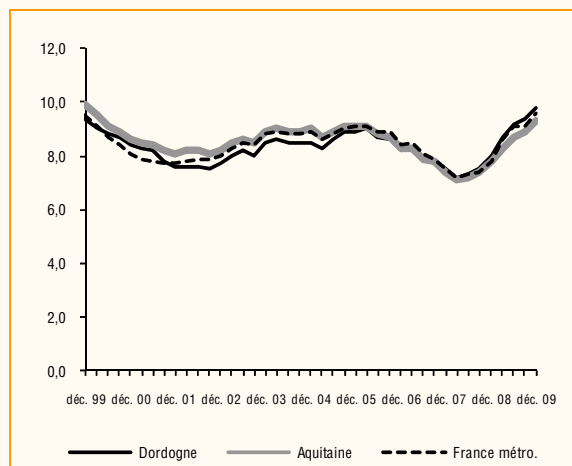
Demandeurs d'emploi en Dordogne fin février 2010 (Catégories A, B, C)

	Dordogne		Aquitaine
	Effectifs	%	%
Hommes	11 336	46,7	47,3
Femmes	12 914	53,3	52,7
Jeunes de moins de 25 ans	3 748	15,5	15,1
Personnes de 50 ans ou plus	4 982	20,5	18,1
DEFM depuis plus d'un an	7 861	32,4	32,6
Ensemble des DEFM	24 250		

Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Évolution du taux de chômage trimestriel en Dordogne entre décembre 1999 et décembre 2009 (nombre de chômeurs pour 100 actifs)



Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Réalisation : Observatoire régional de la santé d'Aquitaine – 103 ter rue Belleville – 33000 Bordeaux
téléphone : 05 56 56 99 60 – télécopie : 05 56 56 99 61 – courriel : contact@ors-aquitaine.org – site : www.ors-aquitaine.org

Avec le soutien financier de l'Agence régionale de la santé, du Conseil régional d'Aquitaine et du Conseil général de Dordogne

CONTEXTE NATIONAL

En 2006, 82 % des habitants de métropole vivent dans l'espace à dominante urbaine. Entre 1999 et 2006, ce sont les zones situées à proximité immédiate des pôles urbains (communes périurbaines) qui se sont développées le plus (+ 1,3 % par an). À l'intérieur des pôles urbains, la croissance de la population des villes-centres reprend (+ 0,3 % par an) après une longue période de stagnation. Enfin, la population des espaces ruraux augmente désormais au même rythme que l'ensemble de la population métropolitaine (+ 0,7 % par an). Cette évolution s'explique à la fois par la réduction des zones de désertification et par l'extension des territoires à croissance démographique rapide. Entre 1999 et 2006, le taux de variation annuel de la population dû au mouvement migratoire est de + 0,8 % dans les communes périurbaines comme dans l'espace à dominante rural. En revanche, dans les pôles urbains, la croissance démographique est essentiellement due au mouvement naturel.

Les migrations résidentielles évoluent avec le cycle de vie des ménages. Le départ des jeunes vers les pôles urbains est moins marqué depuis 1999 qu'il ne l'a été auparavant. À l'inverse, l'arrivée des ménages avec enfants s'est accélérée. Les départs des pôles urbains, de plus en plus nombreux, sont notamment liés aux contraintes foncières et à l'augmentation des coûts du logement. Ainsi, les ménages quittant les centres urbains s'installent plus fréquemment directement dans les communes rurales. De plus, l'espace rural bénéficie toujours de l'arrivée de personnes retraitées à la recherche d'un cadre de vie plus agréable.

En 2008, selon les résultats de l'enquête emploi de l'Insee, le taux de chômage moyen annuel s'établit à 7,4 % en France métropolitaine. Ce taux de chômage défini au sens du Bureau international du travail (BIT) est moins élevé que celui observé un an plus tôt (8,0 %). Le chômage touche toujours plus les femmes (7,9 % en France métropolitaine) que les hommes (6,9 %), et les jeunes de moins de 25 ans (19,0 %).

En 2008, en France métropolitaine, 25,9 millions de personnes ont un emploi. Le secteur tertiaire regroupe les trois quarts des personnes occupées et plus des deux tiers des salariés. Il rassemble également plus de 60 % des non-salariés. Le secteur de l'agriculture emploie une personne non-salariée sur cinq.

Selon les données d'Eurostat, on estime en 2008 à près de 17 millions le nombre de chômeurs dans l'Union des 27, ce qui correspond à un taux de chômage de 7,0 %. La France se situe, avec la Hongrie, en 3^e position des pays les plus touchés par le chômage, derrière l'Espagne et la Slovaquie. Dans 20 pays de l'Union européenne, le chômage féminin est plus élevé que celui des hommes. La différence est particulièrement marquée en Grèce (avec un écart de 6,3 points), en Italie (écart de 3,0 points) et en Espagne (2,9 points). Pour le chômage des femmes, la France se situe au 6^e rang des pays les plus touchés.

SITUATION EN GIRONDE : FAITS MARQUANTS

- La Gironde se distingue des autres départements aquitains par une population très urbaine.
- La population vivant en milieu urbain est en augmentation grâce à un solde migratoire positif important mais aussi grâce au solde naturel.
- Plus de 97 000 Girondins sont à la recherche d'un emploi, dont un sur trois depuis plus d'un an.
- Le taux de chômage du département est légèrement supérieur à la moyenne régionale.

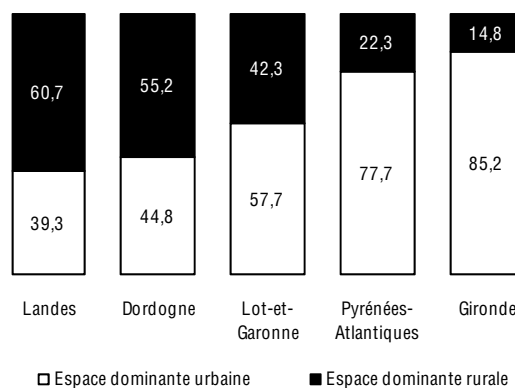
Une forte proportion de personnes vivant dans l'espace à dominante urbaine

Selon une définition basée sur la répartition géographique des emplois et les déplacements domicile – travail, le zonage en aires urbaines distingue les communes appartenant à l'espace urbain et celles appartenant à l'espace rural.

En Gironde, la superficie de l'espace à dominante urbaine est supérieure à celle des autres départements aquitains. Ainsi, l'espace à dominante urbaine représente 53 % de la superficie du département, contre 30 % pour l'ensemble de la région. Cette répartition se retrouve pour la population. En 2006, 85 % des Girondins vivent dans une commune de l'espace urbain. Cette proportion est nettement supérieure à la moyenne régionale (70 %) mais proche de la moyenne nationale (82 %).

Répartition de la population selon le type de commune (en %)

(Population totale RP 2006 – ZAU 2001)

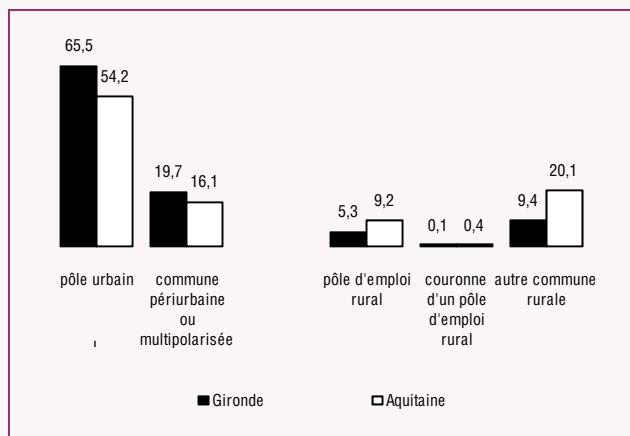


Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines)

exploitation Orsa

CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

Répartition de la population de Gironde selon le type de commune (en %) (Population totale RP 2006)



Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

Des pôles urbains regroupant les deux tiers de la population girondine

L'espace à dominante urbaine est composé d'aires urbaines rassemblant des pôles urbains et des communes périurbaines. La répartition de la population selon le type de commune montre qu'au sein de cet espace, ce sont les pôles urbains qui regroupent le plus d'habitants (les deux tiers de la population du département).

Une partie de l'espace à dominante rurale est composée d'aires d'emploi. En Gironde, environ 5 % des personnes y vivent, plus souvent dans les pôles d'emploi ruraux (5,3 %) que dans leur couronne (0,1 %). Les autres communes rurales correspondent à un espace rural plutôt isolé. Elles constituent le cadre de vie d'environ un Girondin sur dix.

La répartition de la population du département se distingue de la moyenne régionale par une nette sur-représentation de la population des pôles urbains et un faible pourcentage de personnes vivant dans l'espace rural « isolé ».

Évolution de la population de Gironde entre 1999 et 2006 selon le type de commune (Population totale RP 1999 et RP 2006)

	Gironde			Aquitaine
	1999	2006	Évolution (en %)	Évolution (en %)
Espace à dominante urbaine	1 095 251	1 188 006	+ 8,5	+ 7,8
pôle urbain	853 532	912 804	+ 6,9	+ 6,4
commune périurbaine ou multipolarisée	241 719	275 203	+ 13,9	+ 12,6
Espace à dominante rurale	192 281	205 747	+ 7,0	+ 5,9
pôle d'emploi rural et couronne	70 532	74 722	+ 5,9	+ 5,8
autre commune rurale	121 749	131 024	+ 7,6	+ 6,0
Ensemble	1 287 532	1 393 753	+ 8,2	+ 7,2

Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonages en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

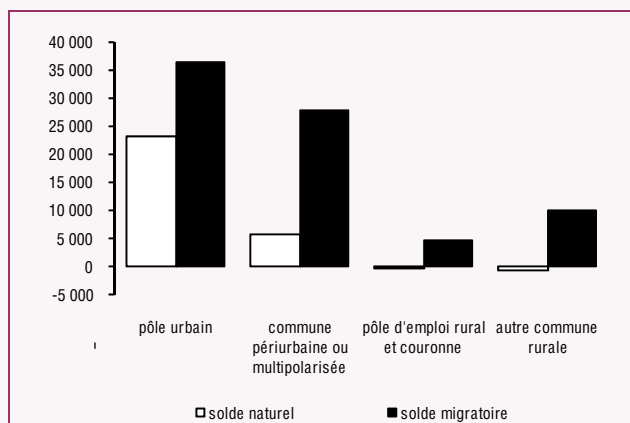
exploitation : Orsa

Un solde migratoire et un solde naturel largement positifs dans les pôles urbains

Entre 1999 et 2006, la population girondine a progressé d'environ 8 %. L'augmentation a été un peu plus marquée pour les communes de l'espace urbain (+ 8,5 %), en particulier les communes périurbaines ou multipolarisées (+ 13,9 %), que pour celles de l'espace rural (+ 7,0 %). Au sein de l'espace rural, la progression a été plus forte dans les communes « isolées » que dans celles appartenant aux aires d'emploi.

Cette évolution est assez proche de celle observée dans l'ensemble de la région. Toutefois, quel que soit le type de commune, la progression est un peu plus soutenue en Gironde qu'en Aquitaine.

Variation de la population de Gironde selon le type de commune entre 1999 et 2006



Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

Globalement, l'évolution de la population du département est principalement due au mouvement migratoire, même si le solde naturel est également positif. Les communes appartenant à l'espace urbain sont les seules à présenter un nombre de naissances supérieur à celui des décès. Le solde migratoire est positif quel que soit le type de commune. C'est dans les pôles urbains que ce solde est le plus élevé. Il est accompagné d'un solde naturel largement positif.

Pôle urbain : agglomération comptant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.
Commune périurbaine : commune ou agglomération dont 40 % ou plus des actifs vont travailler dans une autre commune de l'aire urbaine.
Commune multipolarisée : commune ou agglomération située hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forme avec elles un ensemble d'un seul tenant.
Pôle d'emploi rural : commune ou agglomération n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et offrant 1 500 emplois ou plus.
Couronne d'un pôle d'emploi rural : ensemble des communes ou agglomérations n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine dont 40 % ou plus des actifs résidents vont travailler dans le reste de l'aire d'emploi de l'espace rural.
Autre commune rurale : commune n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à un pôle d'emploi rural ou sa couronne.

Plus de six emplois sur dix dans le secteur des services

Fin 2007, l'Insee estime à plus de 579 000 le nombre d'emplois en Gironde. Environ 91 % sont des emplois salariés. Globalement, le secteur des services regroupe la majorité de ces emplois (64,6 %), suivi du commerce (13,8 %) et de l'industrie (11,6 %). En Gironde, le pourcentage d'emplois salariés dans le secteur des services est un peu supérieur à la moyenne régionale (61,6 %). À l'inverse, le secteur de l'industrie est moins représenté.

La répartition des emplois non salariés diffère nettement. Le secteur des services reste le plus représenté mais regroupe 40 % des emplois. L'autre secteur d'activité dominant est celui du commerce avec 21 % des emplois.

Plus de 97 000 personnes à la recherche d'un emploi

Fin février 2010, plus de 97 000 personnes domiciliées en Gironde étaient inscrites comme demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C. Ces personnes, sans emploi ou ayant eu une activité réduite, sont à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein ou partiel, d'un emploi à durée déterminée ou de missions d'intérim. Les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes parmi ces demandeurs d'emploi. Dans le département, leur proportion parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi est légèrement inférieure à la moyenne régionale. Par ailleurs, 17 % des chômeurs sont âgés d'au moins 50 ans, soit près de 16 300 personnes.

Le chômage de longue durée, correspondant aux personnes à la recherche d'un emploi depuis au moins un an, touche près de 31 600 personnes. Comme dans l'ensemble de la région, un tiers des demandeurs d'emploi sont dans ce cas, proportion légèrement supérieure à celle observée en France métropolitaine.

Un taux de chômage légèrement supérieur à la moyenne régionale

Fin 2009, la Gironde présente un taux de chômage de 9,5 chômeurs pour 100 actifs, légèrement supérieur à la moyenne régionale (9,3).

Au cours des 10 dernières années, le taux de chômage du département a évolué parallèlement à celui de l'ensemble de la région. Il a fortement diminué au début des années 2000, puis augmenté avant de diminuer à nouveau à partir de 2006. Fin 2008, il progresse à nouveau et retrouve, en fin de période, la valeur observée au début des années 2000.

Tout au long de la période, les taux observés en Gironde sont supérieurs à la moyenne régionale. Ils sont également supérieurs à la moyenne nationale jusqu'à fin 2008.

Répartition des emplois par secteur d'activité en Gironde en décembre 2007 (en %)

	Gironde		Ensemble	Aquitaine Ensemble
	Salariés	Non salariés		
Agriculture	3,8	14,5	4,8	5,7
Industrie	11,6	7,8	11,3	13,0
Construction	6,2	16,3	7,1	7,8
Commerce	13,8	21,3	14,4	14,9
Services	64,6	40,1	62,4	58,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee (données provisoires)

exploitation : Orsa

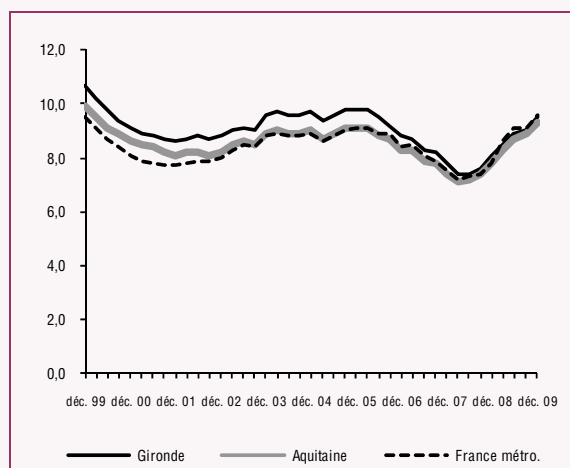
Demandeurs d'emploi en Gironde fin février 2010 (Catégories A, B, C)

	Gironde		Aquitaine
	Effectifs	%	%
Hommes	46 998	48,2	47,3
Femmes	50 472	51,8	52,7
Jeunes de moins de 25 ans	14 905	15,3	15,1
Personnes de 50 ans ou plus	16 289	16,7	18,1
DEFM depuis plus d'un an	31 583	32,4	32,6
Ensemble des DEFM	97 470		

Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Évolution du taux de chômage trimestriel en Gironde entre décembre 1999 et décembre 2009 (nombre de chômeurs pour 100 actifs)



Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Réalisation : Observatoire régional de la santé d'Aquitaine – 103 ter rue Belleville – 33000 Bordeaux
téléphone : 05 56 56 99 60 – télécopie : 05 56 56 99 61 – courriel : contact@ors-aquitaine.org – site : www.ors-aquitaine.org

Avec le soutien financier de l'Agence régionale de la santé, du Conseil régional d'Aquitaine et du Conseil général de Gironde

CONTEXTE NATIONAL

En 2006, 82 % des habitants de métropole vivent dans l'espace à dominante urbaine. Entre 1999 et 2006, ce sont les zones situées à proximité immédiate des pôles urbains (communes périurbaines) qui se sont développées le plus (+ 1,3 % par an). À l'intérieur des pôles urbains, la croissance de la population des villes-centres reprend (+ 0,3 % par an) après une longue période de stagnation. Enfin, la population des espaces ruraux augmente désormais au même rythme que l'ensemble de la population métropolitaine (+ 0,7 % par an). Cette évolution s'explique à la fois par la réduction des zones de désertification et par l'extension des territoires à croissance démographique rapide. Entre 1999 et 2006, le taux de variation annuel de la population dû au mouvement migratoire est de + 0,8 % dans les communes périurbaines comme dans l'espace à dominante rural. En revanche, dans les pôles urbains, la croissance démographique est essentiellement due au mouvement naturel.

Les migrations résidentielles évoluent avec le cycle de vie des ménages. Le départ des jeunes vers les pôles urbains est moins marqué depuis 1999 qu'il ne l'a été auparavant. À l'inverse, l'arrivée des ménages avec enfants s'est accélérée. Les départs des pôles urbains, de plus en plus nombreux, sont notamment liés aux contraintes foncières et à l'augmentation des coûts du logement. Ainsi, les ménages quittant les centres urbains s'installent plus fréquemment directement dans les communes rurales. De plus, l'espace rural bénéficie toujours de l'arrivée de personnes retraitées à la recherche d'un cadre de vie plus agréable.

En 2008, selon les résultats de l'enquête emploi de l'Insee, le taux de chômage moyen annuel s'établit à 7,4 % en France métropolitaine. Ce taux de chômage défini au sens du Bureau international du travail (BIT) est moins élevé que celui observé un an plus tôt (8,0 %). Le chômage touche toujours plus les femmes (7,9 % en France métropolitaine) que les hommes (6,9 %), et les jeunes de moins de 25 ans (19,0 %).

En 2008, en France métropolitaine, 25,9 millions de personnes ont un emploi. Le secteur tertiaire regroupe les trois quarts des personnes occupées et plus des deux tiers des salariés. Il rassemble également plus de 60 % des non-salariés. Le secteur de l'agriculture emploie une personne non-salariée sur cinq.

Selon les données d'Eurostat, on estime en 2008 à près de 17 millions le nombre de chômeurs dans l'Union des 27, ce qui correspond à un taux de chômage de 7,0 %. La France se situe, avec la Hongrie, en 3^e position des pays les plus touchés par le chômage, derrière l'Espagne et la Slovaquie. Dans 20 pays de l'Union européenne, le chômage féminin est plus élevé que celui des hommes. La différence est particulièrement marquée en Grèce (avec un écart de 6,3 points), en Italie (écart de 3,0 points) et en Espagne (2,9 points). Pour le chômage des femmes, la France se situe au 6^e rang des pays les plus touchés.

SITUATION DANS LES LANDES : FAITS MARQUANTS

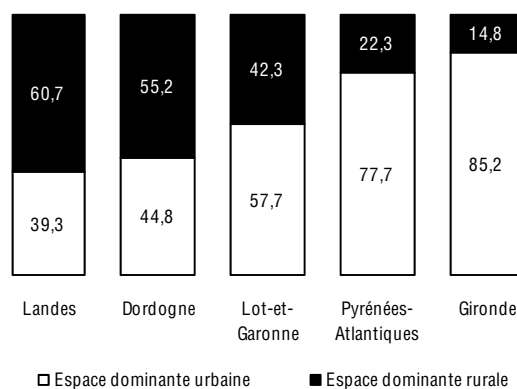
- Par leur population en majorité rurale, les Landes comme la Dordogne se distinguent des autres départements aquitains.
- La population vivant en milieu rural est en augmentation grâce à un solde migratoire compensant largement le déficit des naissances par rapport aux décès.
- Plus de 23 600 Landais sont à la recherche d'un emploi, dont un sur trois depuis plus d'un an.
- Le taux de chômage du département est inférieur aux moyennes régionale et nationale.

La plus forte proportion de personnes vivant dans l'espace à dominante rurale

Selon une définition basée sur la répartition géographique des emplois et les déplacements domicile – travail, le zonage en aires urbaines distingue les communes appartenant à l'espace urbain et celles appartenant à l'espace rural.

Dans les Landes, la superficie de l'espace à dominante urbaine est plus réduite que dans les autres départements aquitains. Ainsi, l'espace à dominante rurale représente 85 % de la superficie du département. Cette répartition se retrouve pour la population. En 2006, 61 % des Landais vivent dans une commune de l'espace rural. Cette proportion est la plus forte de la région. Les Landes et la Dordogne sont les seuls départements aquitains à présenter une population à majorité rurale.

Répartition de la population selon le type de commune
(en %)
(Population totale RP 2006 – ZAU 2001)

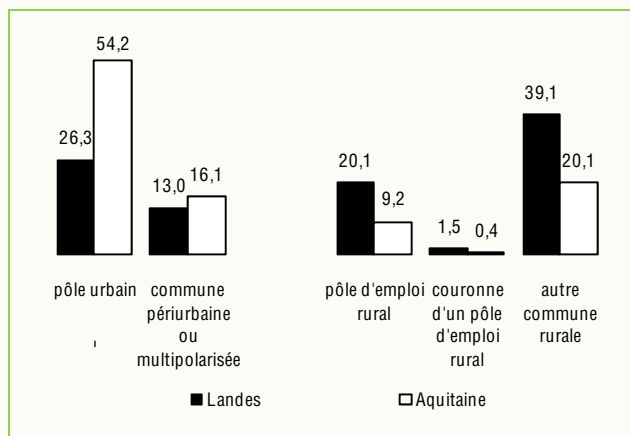


Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines)

exploitation Orsa

CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

Répartition de la population des Landes selon le type de commune (en %) (Population totale RP 2006)



Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

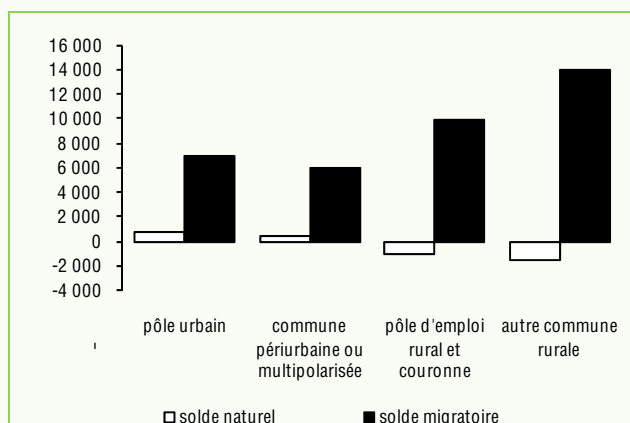
Évolution de la population des Landes entre 1999 et 2006 selon le type de commune (Population totale RP 1999 et RP 2006)

	Landes			Aquitaine
	1999	2006	Évolution (en %)	Évolution (en %)
Espace à dominante urbaine	128 209	142 424	+ 11,1	+ 7,8
pôle urbain	87 731	95 426	+ 8,8	+ 6,4
commune périurbaine ou multi polarisée	40 478	46 997	+ 16,1	+ 12,6
Espace à dominante rurale	199 234	220 402	+ 10,6	+ 5,9
pôle d'emploi rural et couronne	69 663	78 382	+ 12,5	+ 5,8
autre commune rurale	129 571	142 019	+ 9,6	+ 6,0
Ensemble	327 443	362 825	+ 10,8	+ 7,2

Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonages en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

Variation de la population des Landes selon le type de commune entre 1999 et 2006



Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

Des communes rurales « isolées » regroupant près de 40 % de la population du département

L'espace à dominante urbaine est composé d'aires urbaines rassemblant des pôles urbains et des communes périurbaines. La répartition de la population selon le type de commune montre qu'au sein de cet espace, ce sont les pôles urbains qui regroupent le plus d'habitants. Ils appartiennent à trois aires urbaines différentes, celles de Dax et de Mont-de-Marsan mais aussi celle de Bayonne.

Une partie de l'espace à dominante rurale est composée d'aires d'emploi. Un Landais sur cinq y vit, plus souvent dans les pôles d'emploi ruraux (20,1 %) que dans leur couronne (1,5 %). Les autres communes rurales correspondent à un espace rural plutôt isolé. Elles constituent le cadre de vie de près de 40 % des habitants du département.

La répartition de la population des Landes se distingue de la moyenne régionale par une sous-représentation de la population des pôles urbains et un plus fort pourcentage de personnes vivant dans l'espace rural « isolé ».

Un solde migratoire plus élevé dans l'espace rural que dans l'espace urbain

Entre 1999 et 2006, la population des Landes a progressé d'environ 11 %, dans l'espace rural comme dans l'espace urbain. Dans l'espace à dominante urbaine, l'augmentation a été plus marquée pour les communes périurbaines ou multipolarisées (+ 16,1 %) que pour les pôles urbains (+ 8,8 %). Au sein de l'espace rural, c'est dans les communes n'appartenant pas aux aires d'emploi que la progression a été la plus faible.

Cette évolution diffère un peu de celle observée dans l'ensemble de la région où la population de l'espace urbain a progressé un peu plus fortement que celle domiciliée dans l'espace rural. Quel que soit le type de communes, la progression démographique a été plus marquée dans les Landes que dans l'ensemble de l'Aquitaine.

Globalement, l'évolution de la population landaise résulte d'un solde naturel négatif compensé par un solde migratoire nettement positif. Les communes appartenant à l'espace urbain sont les seules à présenter un nombre de naissances supérieur à celui des décès. Le solde migratoire est positif quel que soit le type de commune. C'est dans les communes rurales « isolées » que ce solde est le plus élevé. Il compense alors un net déficit de naissances.

Pôle urbain : agglomération comptant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

Commune périurbaine : commune ou agglomération dont 40 % ou plus des actifs vont travailler dans une autre commune de l'aire urbaine.

Commune multi polarisée : commune ou agglomération située hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forme avec elles un ensemble d'un seul tenant.

Pôle d'emploi rural : commune ou agglomération n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et offrant 1 500 emplois ou plus.

Couronne d'un pôle d'emploi rural : ensemble des communes ou agglomérations n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine dont 40 % ou plus des actifs résidents vont travailler dans le reste de l'aire d'emploi de l'espace rural.

Autre commune rurale : commune n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à un pôle d'emploi rural ou sa couronne.

Plus d'un emploi sur deux dans le secteur des services

Fin 2007, l'Insee estime à plus de 136 000 le nombre d'emplois dans les Landes. Environ 88 % sont des emplois salariés. Globalement, le secteur des services regroupe la majorité de ces emplois (58,3 %), suivi de l'industrie et du commerce. Dans les Landes, le pourcentage d'emploi salarié dans le secteur des services est un peu inférieur à la moyenne régionale (61,6 %). À l'inverse, le secteur de l'industrie est un peu plus représenté. La proportion d'emplois dans l'industrie est la plus élevée de la région.

La répartition des emplois non salariés diffère nettement. Le secteur des services reste le plus représenté mais regroupe moins de 40 % des emplois. L'autre secteur d'activité dominant est celui de l'agriculture avec trois emplois sur dix.

Plus de 23 600 personnes à la recherche d'un emploi

Fin février 2010, plus de 23 600 Landais étaient inscrits comme demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C. Ces personnes, sans emploi ou ayant eu une activité réduite, sont à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein ou partiel, d'un emploi à durée déterminée ou de missions d'intérim. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes parmi ces demandeurs d'emploi. Dans les Landes, leur proportion parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi est supérieure à celle observée dans les autres départements aquitains. Par ailleurs, un chômeur sur cinq est âgé d'au moins 50 ans, soit environ 4 600 personnes.

Le chômage de longue durée, correspondant aux personnes à la recherche d'un emploi depuis au moins un an, touche près de 7 600 personnes. Comme dans l'ensemble de la région, un tiers des demandeurs d'emploi sont dans ce cas, proportion légèrement supérieure à celle observée en France métropolitaine.

Un taux de chômage inférieur aux moyennes régionale et nationale

Fin 2009, les Landes présentent un taux de chômage de 9,0 chômeurs pour 100 actifs, légèrement inférieur à la moyenne régionale (9,3). Ce taux de chômage est l'un des plus faibles de la région, après celui des Pyrénées-Atlantiques (8,4).

Au cours des 10 dernières années, le taux de chômage du département a évolué parallèlement à celui de l'ensemble de la région. Il a fortement diminué au début des années 2000, puis augmenté avant de diminuer à nouveau à partir de 2006. En 2008, il progresse à nouveau et atteint, fin 2009, la plus forte valeur observée depuis dix ans.

Tout au long de la période, les taux observés dans les Landes sont inférieurs aux moyennes régionale et nationale. L'écart avec la moyenne aquitaine est nettement moins marqué en 2009 que dix ans plus tôt.

Répartition des emplois par secteur d'activité dans les Landes en décembre 2007 (en %)

	Landes		Ensemble	Aquitaine Ensemble
	Salariés	Non salariés		
Agriculture	3,2	30,1	6,4	5,7
Industrie	16,7	6,1	15,4	13,0
Construction	7,3	12,0	7,9	7,8
Commerce	14,5	14,2	14,4	14,9
Services	58,3	37,6	55,9	58,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee (données provisoires)

exploitation : Orsa

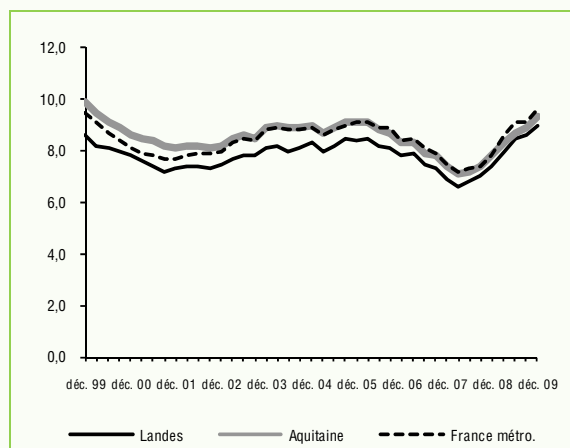
Demandeurs d'emploi dans les Landes fin février 2010 (Catégories A, B, C)

	Landes		Aquitaine
	Effectifs	%	%
Hommes	10 474	44,3	47,3
Femmes	13 151	55,7	52,7
Jeunes de moins de 25 ans	3 537	15,0	15,1
Personnes de 50 ans ou plus	4 596	19,5	18,1
DEFM depuis plus d'un an	7 554	32,0	32,6
Ensemble des DEFM	23 625		

Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Évolution du taux de chômage trimestriel dans les Landes entre décembre 1999 et décembre 2009 (nombre de chômeurs pour 100 actifs)



Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Réalisation : Observatoire régional de la santé d'Aquitaine – 103 ter rue Belleville – 33000 Bordeaux
téléphone : 05 56 56 99 60 – télécopie : 05 56 56 99 61 – courriel : contact@ors-aquitaine.org – site : www.ors-aquitaine.org

Avec le soutien financier de l'Agence régionale de la santé et du Conseil régional d'Aquitaine

CONTEXTE NATIONAL

En 2006, 82 % des habitants de métropole vivent dans l'espace à dominante urbaine. Entre 1999 et 2006, ce sont les zones situées à proximité immédiate des pôles urbains (communes périurbaines) qui se sont développées le plus (+ 1,3 % par an). À l'intérieur des pôles urbains, la croissance de la population des villes-centres reprend (+ 0,3 % par an) après une longue période de stagnation. Enfin, la population des espaces ruraux augmente désormais au même rythme que l'ensemble de la population métropolitaine (+ 0,7 % par an). Cette évolution s'explique à la fois par la réduction des zones de désertification et par l'extension des territoires à croissance démographique rapide. Entre 1999 et 2006, le taux de variation annuel de la population dû au mouvement migratoire est de + 0,8 % dans les communes périurbaines comme dans l'espace à dominante rural. En revanche, dans les pôles urbains, la croissance démographique est essentiellement due au mouvement naturel.

Les migrations résidentielles évoluent avec le cycle de vie des ménages. Le départ des jeunes vers les pôles urbains est moins marqué depuis 1999 qu'il ne l'a été auparavant. À l'inverse, l'arrivée des ménages avec enfants s'est accélérée. Les départs des pôles urbains, de plus en plus nombreux, sont notamment liés aux contraintes foncières et à l'augmentation des coûts du logement. Ainsi, les ménages quittant les centres urbains s'installent plus fréquemment directement dans les communes rurales. De plus, l'espace rural bénéficie toujours de l'arrivée de personnes retraitées à la recherche d'un cadre de vie plus agréable.

En 2008, selon les résultats de l'enquête emploi de l'Insee, le taux de chômage moyen annuel s'établit à 7,4 % en France métropolitaine. Ce taux de chômage défini au sens du Bureau international du travail (BIT) est moins élevé que celui observé un an plus tôt (8,0 %). Le chômage touche toujours plus les femmes (7,9 % en France métropolitaine) que les hommes (6,9 %), et les jeunes de moins de 25 ans (19,0 %).

En 2008, en France métropolitaine, 25,9 millions de personnes ont un emploi. Le secteur tertiaire regroupe les trois quarts des personnes occupées et plus des deux tiers des salariés. Il rassemble également plus de 60 % des non-salariés. Le secteur de l'agriculture emploie une personne non-salariée sur cinq.

Selon les données d'Eurostat, on estime en 2008 à près de 17 millions le nombre de chômeurs dans l'Union des 27, ce qui correspond à un taux de chômage de 7,0 %. La France se situe, avec la Hongrie, en 3^e position des pays les plus touchés par le chômage, derrière l'Espagne et la Slovaquie. Dans 20 pays de l'Union européenne, le chômage féminin est plus élevé que celui des hommes. La différence est particulièrement marquée en Grèce (avec un écart de 6,3 points), en Italie (écart de 3,0 points) et en Espagne (2,9 points). Pour le chômage des femmes, la France se situe au 6^e rang des pays les plus touchés.

SITUATION DANS LE LOT-ET-GARONNE : FAITS MARQUANTS

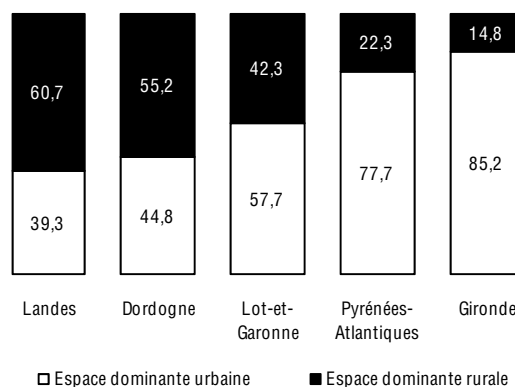
- Comme dans l'ensemble de la région, la population est majoritairement urbaine.
- La population vivant en milieu rural est en augmentation grâce à un solde migratoire compensant largement le déficit des naissances par rapport aux décès.
- Plus de 20 800 habitants sont à la recherche d'un emploi, dont trois sur dix depuis plus d'un an.
- Le taux de chômage du département est supérieur aux moyennes régionale et nationale.

En 2006, 58 % des habitants vivent dans l'espace urbain qui représente moins de 30 % de la superficie du département

Selon une définition basée sur la répartition géographique des emplois et les déplacements domicile – travail, le zonage en aires urbaines distingue les communes appartenant à l'espace urbain et celles appartenant à l'espace rural.

Dans le Lot-et-Garonne, la superficie de l'espace à dominante urbaine est proche de la moyenne régionale. L'espace à dominante rurale représente 71 % de la superficie du département. Comme dans l'ensemble de la région, cette répartition est inverse pour la population. En 2006, 58 % des personnes domiciliées dans le Lot-et-Garonne vivent dans une commune de l'espace urbain. Cette proportion est inférieure aux moyennes régionale (70 %) et nationale (82 %).

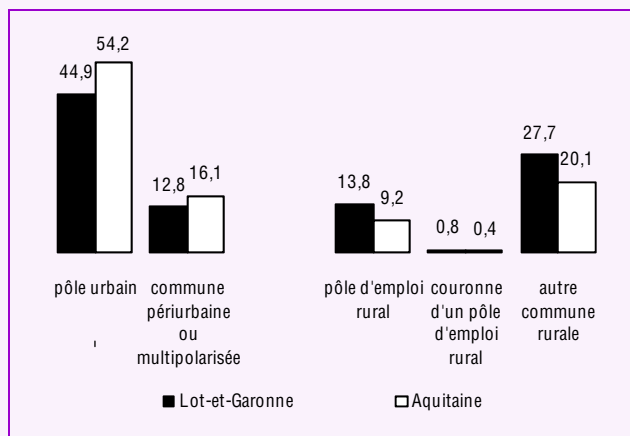
Répartition de la population selon le type de commune
(en %)
(Population totale RP 2006 – ZAU 2001)



Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines) exploitation Orsa

CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

Répartition de la population de Lot-et-Garonne selon le type de commune (en %) (Population totale RP 2006)



Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

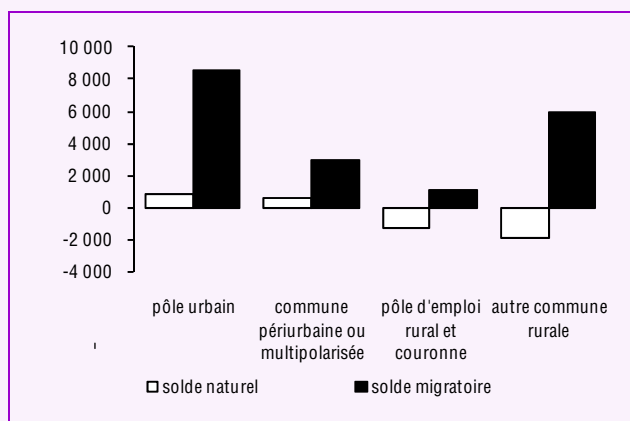
Évolution de la population de Lot-et-Garonne entre 1999 et 2006 selon le type de commune (Population totale RP 1999 et RP 2006)

	Lot-et-Garonne			Aquitaine
	1999	2006	Évolution (en %)	Évolution (en %)
Espace à dominante urbaine	172 780	185 783	+ 7,5	+ 7,8
pôle urbain	135 197	144 662	+ 7,0	+ 6,4
commune périurbaine ou multi polarisée	37 583	41 121	+ 9,4	+ 12,6
Espace à dominante rurale	132 616	136 500	+ 2,9	+ 5,9
pôle d'emploi rural et couronne	47 170	47 040	- 0,3	+ 5,8
autre commune rurale	85 446	89 460	+ 4,7	+ 6,0
Ensemble	305 396	322 283	+ 5,5	+ 7,2

Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonages en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

Variation de la population de Lot-et-Garonne selon le type de commune entre 1999 et 2006



Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

Des communes rurales « isolées » regroupant près de 30 % de la population du département

L'espace à dominante urbaine est composé d'aires urbaines rassemblant des pôles urbains et des communes périurbaines. La répartition de la population selon le type de commune montre qu'au sein de cet espace, ce sont les pôles urbains qui regroupent le plus d'habitants.

Une partie de l'espace à dominante rurale est composée d'aires d'emploi. Près de 15 % des habitants du Lot-et-Garonne y vivent, plus souvent dans les pôles d'emploi ruraux (13,8 %) que dans leur couronne (0,8 %). Les autres communes rurales correspondent à un espace rural plutôt isolé. Elles constituent le cadre de vie de 28 % des habitants du département.

La répartition de la population du Lot-et-Garonne se distingue de la moyenne régionale par une sous-représentation de la population des pôles urbains et un plus fort pourcentage de personnes vivant dans l'espace rural « isolé ».

Un solde naturel positif uniquement dans l'espace urbain

Entre 1999 et 2006, la population du Lot-et-Garonne a progressé d'environ 6 %. L'augmentation a été un peu plus marquée pour les communes de l'espace urbain (+ 7,5 %) que pour celles de l'espace rural (+ 2,9 %). Au sein de l'espace rural, la population est restée stable dans les communes appartenant aux aires d'emploi et a progressé dans les communes isolées. Cette évolution diffère un peu de celle observée dans l'ensemble de la région où la population de l'espace rural a progressé dans les aires d'emploi comme dans les autres communes rurales.

Globalement, l'évolution de la population du Lot-et-Garonne résulte d'un solde naturel négatif compensé par un solde migratoire nettement positif. Les communes appartenant à l'espace urbain sont les seules à présenter un nombre de naissances supérieur à celui des décès. Le solde migratoire est positif quel que soit le type de commune. Dans les communes rurales « isolées », ce solde compense un net déficit de naissances.

Pôle urbain : agglomération comptant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

Commune périurbaine : commune ou agglomération dont 40 % ou plus des actifs vont travailler dans une autre commune de l'aire urbaine.

Commune multipolarisée : commune ou agglomération située hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forme avec elles un ensemble d'un seul tenant.

Pôle d'emploi rural : commune ou agglomération n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et offrant 1 500 emplois ou plus.

Couronne d'un pôle d'emploi rural : ensemble des communes ou agglomérations n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine dont 40 % ou plus des actifs résidents vont travailler dans le reste de l'aire d'emploi de l'espace rural.

Autre commune rurale : commune n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à un pôle d'emploi rural ou sa couronne.

L'agriculture, secteur d'activité dominant pour l'emploi non salarié

Fin 2007, l'Insee estime à plus de 118 000 le nombre d'emplois dans le Lot-et-Garonne. Environ 85 % sont des emplois salariés. Globalement, le secteur des services regroupe la majorité de ces emplois (54,7 %), suivi du commerce et de l'industrie. Dans le Lot-et-Garonne, le pourcentage d'emplois salariés dans le secteur des services est inférieur à la moyenne régionale (61,6 %). À l'inverse, les secteurs du commerce et de l'industrie sont un peu plus représentés. La proportion d'emplois dans le commerce est la plus élevée de la région.

La répartition des emplois non-salariés diffère nettement. Le secteur d'activité dominant est celui de l'agriculture avec plus du tiers des emplois. Vient ensuite le secteur des services qui regroupe 28 % des emplois non-salariés.

Plus de 20 800 personnes à la recherche d'un emploi

Fin février 2010, plus de 20 800 habitants du Lot-et-Garonne étaient inscrits comme demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C. Ces personnes, sans emploi ou ayant eu une activité réduite, sont à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein ou partiel, d'un emploi à durée déterminée ou de missions d'intérim. Les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes parmi ces demandeurs d'emploi. Dans le Lot-et-Garonne, leur proportion parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi est proche de la moyenne régionale. Par ailleurs, un chômeur sur cinq est âgé d'au moins 50 ans, soit environ 4 000 personnes.

Le chômage de longue durée, correspondant aux personnes à la recherche d'un emploi depuis au moins un an, touche plus de 6 300 personnes, soit trois demandeurs d'emploi sur dix. Cette proportion est légèrement inférieure à la moyenne régionale.

Un taux de chômage supérieur aux moyennes régionale et nationale

Fin 2009, le Lot-et-Garonne présente un taux de chômage de 9,9 chômeurs pour 100 actifs, supérieur aux moyennes régionale (9,3) et nationale (9,6). Ce taux de chômage est l'un des plus élevés d'Aquitaine, avec celui de la Dordogne (9,8).

Au cours des 10 dernières années, le taux de chômage du département a évolué parallèlement à celui de l'ensemble de la région. Il a fortement diminué au début des années 2000, puis augmenté avant de diminuer à nouveau à partir de 2006. En 2008, il progresse à nouveau et retrouve, fin 2009, la valeur observée dix ans plus tôt.

Les taux observés dans le Lot-et-Garonne sont très proches de la moyenne régionale jusqu'à fin 2005 et deviennent supérieurs ensuite.

Répartition des emplois par secteur d'activité en Lot-et-Garonne en décembre 2007 (en %)

	Lot-et-Garonne		Ensemble	Aquitaine Ensemble
	Salariés	Non salariés		
Agriculture	4,0	35,5	8,6	5,7
Industrie	15,4	7,6	14,2	13,0
Construction	7,9	14,2	8,9	7,8
Commerce	18,0	14,5	17,5	14,9
Services	54,7	28,2	50,8	58,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee (données provisoires)

exploitation : Orsa

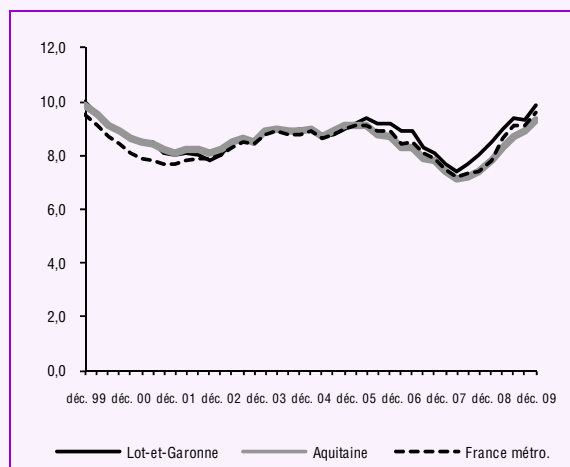
Demandeurs d'emploi en Lot-et-Garonne fin février 2010 (Catégories A, B, C)

	Lot-et-Garonne		Aquitaine
	Effectifs	%	%
Hommes	9 993	48,0	47,3
Femmes	10 825	52,0	52,7
Jeunes de moins de 25 ans	3 426	16,5	15,1
Personnes de 50 ans ou plus	4 007	19,2	18,1
DEFM depuis plus d'un an	6 333	30,4	32,6
Ensemble des DEFM	20 818		

Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Évolution du taux de chômage trimestriel en Lot-et-Garonne entre décembre 1999 et décembre 2009 (nombre de chômeurs pour 100 actifs)



Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Réalisation : Observatoire régional de la santé d'Aquitaine – 103 ter rue Belleville – 33000 Bordeaux
téléphone : 05 56 56 99 60 – télécopie : 05 56 56 99 61 – courriel : contact@ors-aquitaine.org – site : www.ors-aquitaine.org

Avec le soutien financier de l'Agence régionale de la santé, du Conseil régional d'Aquitaine et du Conseil général de Lot-et-Garonne

CONTEXTE NATIONAL

En 2006, 82 % des habitants de métropole vivent dans l'espace à dominante urbaine. Entre 1999 et 2006, ce sont les zones situées à proximité immédiate des pôles urbains (communes périurbaines) qui se sont développées le plus (+ 1,3 % par an). À l'intérieur des pôles urbains, la croissance de la population des villes-centres reprend (+ 0,3 % par an) après une longue période de stagnation. Enfin, la population des espaces ruraux augmente désormais au même rythme que l'ensemble de la population métropolitaine (+ 0,7 % par an). Cette évolution s'explique à la fois par la réduction des zones de désertification et par l'extension des territoires à croissance démographique rapide. Entre 1999 et 2006, le taux de variation annuel de la population dû au mouvement migratoire est de + 0,8 % dans les communes périurbaines comme dans l'espace à dominante rural. En revanche, dans les pôles urbains, la croissance démographique est essentiellement due au mouvement naturel.

Les migrations résidentielles évoluent avec le cycle de vie des ménages. Le départ des jeunes vers les pôles urbains est moins marqué depuis 1999 qu'il ne l'a été auparavant. À l'inverse, l'arrivée des ménages avec enfants s'est accélérée. Les départs des pôles urbains, de plus en plus nombreux, sont notamment liés aux contraintes foncières et à l'augmentation des coûts du logement. Ainsi, les ménages quittant les centres urbains s'installent plus fréquemment directement dans les communes rurales. De plus, l'espace rural bénéficie toujours de l'arrivée de personnes retraitées à la recherche d'un cadre de vie plus agréable.

En 2008, selon les résultats de l'enquête emploi de l'Insee, le taux de chômage moyen annuel s'établit à 7,4 % en France métropolitaine. Ce taux de chômage défini au sens du Bureau international du travail (BIT) est moins élevé que celui observé un an plus tôt (8,0 %). Le chômage touche toujours plus les femmes (7,9 % en France métropolitaine) que les hommes (6,9 %), et les jeunes de moins de 25 ans (19,0 %).

En 2008, en France métropolitaine, 25,9 millions de personnes ont un emploi. Le secteur tertiaire regroupe les trois quarts des personnes occupées et plus des deux tiers des salariés. Il rassemble également plus de 60 % des non-salariés. Le secteur de l'agriculture emploie une personne non-salariée sur cinq.

Selon les données d'Eurostat, on estime en 2008 à près de 17 millions le nombre de chômeurs dans l'Union des 27, ce qui correspond à un taux de chômage de 7,0 %. La France se situe, avec la Hongrie, en 3^e position des pays les plus touchés par le chômage, derrière l'Espagne et la Slovaquie. Dans 20 pays de l'Union européenne, le chômage féminin est plus élevé que celui des hommes. La différence est particulièrement marquée en Grèce (avec un écart de 6,3 points), en Italie (écart de 3,0 points) et en Espagne (2,9 points). Pour le chômage des femmes, la France se situe au 6^e rang des pays les plus touchés.

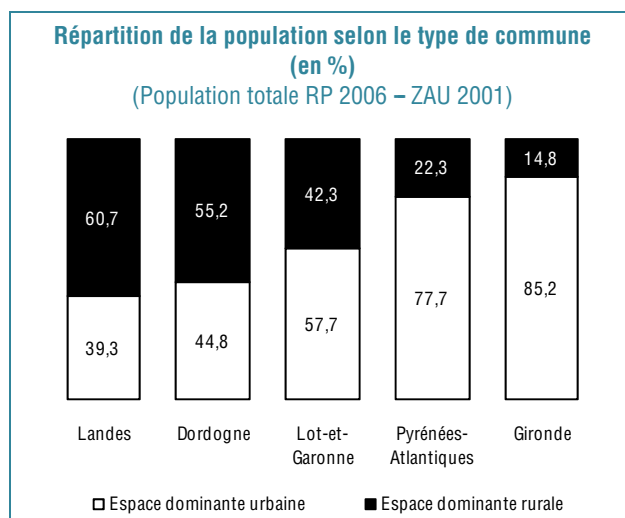
SITUATION DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : FAITS MARQUANTS

- Comme la Gironde, les Pyrénées-Atlantiques se distinguent des autres départements aquitains par une population très urbaine.
- La population vivant en milieu rural est en augmentation grâce à un solde migratoire compensant largement le déficit des naissances par rapport aux décès.
- Plus de 38 500 habitants sont à la recherche d'un emploi, dont un sur trois depuis plus d'un an.
- Le taux de chômage du département est inférieur aux moyennes régionale et nationale. C'est le taux le moins élevé d'Aquitaine.

Une forte proportion de personnes vivant dans l'espace à dominante urbaine

Selon une définition basée sur la répartition géographique des emplois et les déplacements domicile – travail, le zonage en aires urbaines distingue les communes appartenant à l'espace urbain et celles appartenant à l'espace rural.

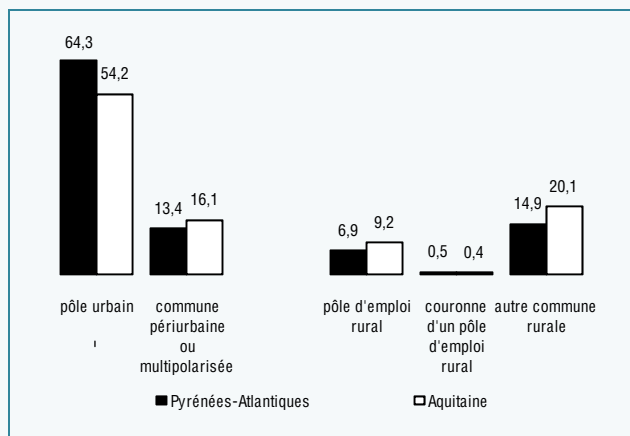
Dans les Pyrénées-Atlantiques, la superficie de l'espace à dominante urbaine est proche de la moyenne régionale. Ainsi, l'espace à dominante rurale représente 67 % de la superficie du département. Comme dans l'ensemble de la région, cette répartition est inverse pour la population. En 2006, 78 % des personnes domiciliées dans les Pyrénées-Atlantiques vivent dans une commune de l'espace urbain. Cette proportion est supérieure à la moyenne régionale (70 %) mais proche de la moyenne nationale (82 %).



Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines)

exploitation Orsa

Répartition de la population des Pyrénées-Atlantiques selon le type de commune (en %) (Population totale RP 2006)



Source : Insee (RP 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

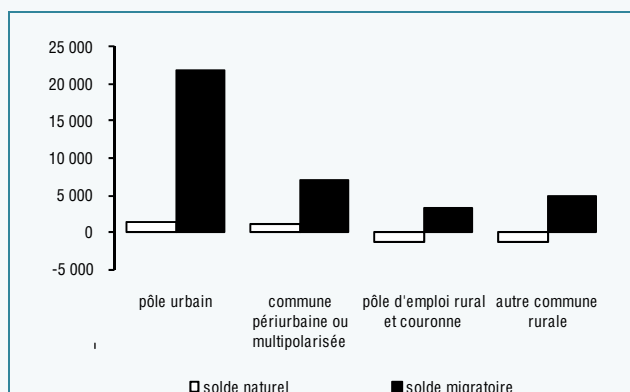
Évolution de la population des Pyrénées-Atlantiques entre 1999 et 2006 selon le type de commune (Population totale RP 1999 et RP 2006)

	Pyrénées-Atlantiques			Aquitaine
	1999	2006	Évolution (en %)	Évolution (en %)
Espace à dominante urbaine	463 980	495 225	+ 6,7	+ 7,8
pôle urbain	386 327	409 553	+ 6,0	+ 6,4
commune périurbaine ou multi polarisée	77 653	85 672	+ 10,3	+ 12,6
Espace à dominante rurale	136 217	141 620	+ 4,0	+ 5,9
pôle d'emploi rural et couronne	44 772	46 704	+ 4,3	+ 5,8
autre commune rurale	91 445	94 916	+ 3,8	+ 6,0
Ensemble	600 197	636 845	+ 6,1	+ 7,2

Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonages en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

Variation de la population des Pyrénées-Atlantiques selon le type de commune entre 1999 et 2006



Source : Insee (RP 1999 et 2006 – zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

exploitation : Orsa

Des pôles urbains regroupant près des deux tiers de la population du département

L'espace à dominante urbaine est composé d'aires urbaines rassemblant des pôles urbains et des communes périurbaines. La répartition de la population selon le type de commune montre qu'au sein de cet espace, ce sont les pôles urbains qui regroupent le plus d'habitants.

Une partie de l'espace à dominante rurale est composée d'aires d'emploi. Environ 7 % des habitants des Pyrénées-Atlantiques y vivent, plus souvent dans les pôles d'emploi ruraux (6,9 %) que dans leur couronne (0,5 %). Les autres communes rurales correspondent à un espace rural plutôt isolé. Elles constituent le cadre de vie de 15 % des habitants du département.

La répartition de la population des Pyrénées-Atlantiques se distingue de la moyenne régionale par une nette sur-représentation de la population des pôles urbains et un plus faible pourcentage de personnes vivant dans l'espace rural « isolé ».

Un solde naturel positif uniquement dans l'espace urbain

Entre 1999 et 2006, la population des Pyrénées-Atlantiques a progressé d'environ 6 %. L'augmentation a été un peu plus marquée pour les communes de l'espace urbain (+ 6,7 %), en particulier les communes périurbaines ou multipolarisées (+ 10,3 %), que pour celles de l'espace rural (+ 4,0 %). Au sein de l'espace rural, la progression a été comparable dans les communes « isolées » et dans celles appartenant aux aires d'emploi.

Cette évolution est comparable à celle observée dans l'ensemble de la région mais est un peu moins marquée quel que soit le type de commune.

Globalement, l'évolution de la population des Pyrénées-Atlantiques résulte d'un solde naturel négatif compensé par un solde migratoire nettement positif. Les communes appartenant à l'espace urbain sont les seules à présenter un nombre de naissances supérieur à celui des décès. Le solde migratoire est positif quel que soit le type de commune. C'est dans les pôles urbains que ce solde est le plus élevé.

Pôle urbain : agglomération comptant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

Commune périurbaine : commune ou agglomération dont 40 % ou plus des actifs vont travailler dans une autre commune de l'aire urbaine.

Commune multipolarisée : commune ou agglomération située hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forme avec elles un ensemble d'un seul tenant.

Pôle d'emploi rural : commune ou agglomération n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et offrant 1 500 emplois ou plus.

Couronne d'un pôle d'emploi rural : ensemble des communes ou agglomérations n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine dont 40 % ou plus des actifs résidents vont travailler dans le reste de l'aire d'emploi de l'espace rural.

Autre commune rurale : commune n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à un pôle d'emploi rural ou sa couronne.

Près de six emplois sur dix dans le secteur des services

Fin 2007, l'Insee estime à plus de 256 000 le nombre d'emplois dans les Pyrénées-Atlantiques. Environ 88 % sont des emplois salariés. Le secteur des services regroupe la majorité de ces emplois (61 %), suivi du commerce et de l'industrie (15 % chacun). Dans les Pyrénées-Atlantiques, le pourcentage d'emplois salariés dans le secteur des services est comparable à la moyenne régionale. En revanche, le secteur de l'industrie est un peu plus représenté.

La répartition des emplois non-salariés diffère nettement. Le secteur des services reste le plus représenté mais regroupe 35 % des emplois. L'autre secteur d'activité dominant est celui de l'agriculture avec 30 % des emplois.

Plus de 38 500 personnes à la recherche d'un emploi

Fin février 2010, plus de 38 500 personnes domiciliées dans les Pyrénées-Atlantiques étaient inscrites comme demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C. Ces personnes, sans emploi ou ayant eu une activité réduite, sont à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein ou partiel, d'un emploi à durée déterminée ou de missions d'intérim. Les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes parmi ces demandeurs d'emploi. Dans les Pyrénées-Atlantiques, leur proportion parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi est proche de la moyenne régionale. Par ailleurs, près d'un chômeur sur cinq est âgé d'au moins 50 ans, soit plus de 7 200 personnes.

Le chômage de longue durée, correspondant aux personnes à la recherche d'un emploi depuis au moins un an, touche plus de 13 100 personnes. Comme dans l'ensemble de la région, un tiers des demandeurs d'emploi sont dans ce cas, proportion légèrement supérieure à celle observée en France métropolitaine.

Un taux de chômage inférieur aux moyennes régionale et nationale

Fin 2009, les Pyrénées-Atlantiques présentent un taux de chômage de 8,4 chômeurs pour 100 actifs, inférieur aux moyennes régionale (9,3) et nationale (9,6). Ce taux de chômage est le moins élevé d'Aquitaine.

Au cours des 10 dernières années, le taux de chômage du département a évolué parallèlement à celui de l'ensemble de la région. Il a fortement diminué au début des années 2000, puis augmenté avant de diminuer à nouveau à partir de 2006. En 2008, il progresse à nouveau et retrouve, fin 2009, une valeur proche de celle observée dix ans plus tôt.

Tout au long de la période, les taux observés dans les Pyrénées-Atlantiques sont inférieurs à la moyenne régionale.

Répartition des emplois par secteur d'activité en Pyrénées-Atlantiques en décembre 2007 (en %)

	Pyrénées-Atlantiques			Aquitaine
	Salariés	Non salariés	Ensemble	Ensemble
Agriculture	1,5	30,3	5,0	5,7
Industrie	15,1	6,9	14,1	13,0
Construction	7,1	13,6	7,9	7,8
Commerce	15,3	14,4	15,2	14,9
Services	61,0	34,8	57,8	58,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee (données provisoires)

exploitation : Orsa

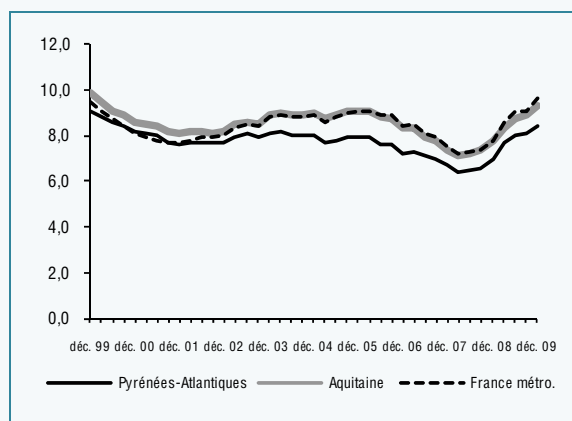
Demandeurs d'emploi en Pyrénées-Atlantiques fin février 2010 (Catégories A, B, C)

	Pyrénées-Atlantiques		Aquitaine
	Effectifs	%	%
Hommes	18 017	46,8	47,3
Femmes	20 513	53,2	52,7
Jeunes de moins de 25 ans	5 267	13,7	15,1
Personnes de 50 ans ou plus	7 262	18,8	18,1
DEFM depuis plus d'un an	13 124	34,1	32,6
Ensemble des DEFM	38 530		

Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Évolution du taux de chômage trimestriel en Pyrénées-Atlantiques entre décembre 1999 et décembre 2009 (nombre de chômeurs pour 100 actifs)



Source : Insee (taux de chômage au sens du BIT données corrigées des variations saisonnières)

exploitation : Orsa

Réalisation : Observatoire régional de la santé d'Aquitaine – 103 ter rue Belleville – 33000 Bordeaux
téléphone : 05 56 56 99 60 – télécopie : 05 56 56 99 61 – courriel : contact@ors-aquitaine.org – site : www.ors-aquitaine.org

Avec le soutien financier de l'Agence régionale de la santé et du Conseil régional d'Aquitaine